



SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

NOTIFICATION AUX FINS DE LA TRANSPARENCE CONCERNANT LES PROROGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES DE LA PÉRIODE DE TRANSITION POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION ACCORDÉES CONFORMÉMENT AUX PROCÉDURES ÉTABLIES DANS LA DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL REPRODUITE DANS LE DOCUMENT WT/L/691

ANTIGUA-ET-BARBUDA

La communication ci-après, datée du 25 avril 2018, est distribuée à la demande de la délégation d'Antigua-et-Barbuda.

I. 2014

Conformément aux procédures énoncées dans la décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/691, Antigua-et-Barbuda présente la notification ci-après pour 2014 afin de permettre au Comité de procéder à son réexamen annuel du respect des prescriptions en matière de transparence et de statu quo énoncées dans la Décision.

Conformément aux procédures énoncées dans la Décision du Conseil général et concernant les prescriptions en matière de notification de l'article 2 a), Antigua-et-Barbuda souhaite faire savoir qu'aucune nouvelle législation n'a été élaborée depuis l'abrogation du chapitre 172 de la Loi sur les incitations fiscales de 1975 en 2012, qui a eu lieu avant l'échéance de 2015. La Loi n° 12 de 1994 portant création de la zone franche industrielle est maintenue, et il n'y a toujours pas de bénéficiaires au titre de ce programme.

Il convient de noter que les éléments des programmes notifiés, y compris les subventions présentées ci-après, ne comportent pas nécessairement tous des subventions à l'exportation.

Antigua-et-Barbuda souhaite rappeler que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, la présente notification ne préjuge pas de son statut juridique au titre du GATT de 1994 ou de l'Accord SMC, ni de ses effets au regard de celui-ci ni encore de la nature d'un programme ou d'une mesure; de plus, la notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas de leur nature pour ce qui est de savoir s'ils peuvent donner lieu ou non à une action.

PROGRAMME

Loi n° 12 de 1994 portant création de la zone franche industrielle

1. Description du programme

La Loi portant création de la zone franche industrielle vise à attirer des investissements et des capitaux privés étrangers et locaux dans diverses entreprises de fabrication et de services.

2. Période sur laquelle porte la notification

1^{er} juillet 2013-30 juin 2014

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer des investisseurs privés pour contribuer à la croissance et au développement des services liés à l'informatique et aux télécommunications. Attirer des investissements dans l'industrie pharmaceutique et dans d'autres industries légères.

4. Fondement et législation

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement d'Antigua-et-Barbuda, car le pays continue de diversifier sa production, de réduire sa dépendance à l'égard du tourisme et d'encourager l'établissement de certaines entreprises de fabrication et de services.

Législation

Loi n° de 1994 portant création de la zone franche industrielle.

5. Forme de la subvention

La Loi portant création de la zone franche industrielle prévoit les allégements fiscaux suivants:

- a) exonération des droits de douane, de la taxe à la consommation et d'autres taxes sur les machines, équipements, pièces détachées, matériaux de construction et autres éléments importés pour construire et exploiter des installations dans la zone franche industrielle;
- b) exonération des droits de douane, de la taxe à la consommation et d'autres taxes sur les matières premières et autres biens importés pour être incorporés dans les produits fabriqués ou assemblés dans la zone franche industrielle;
- c) exonération de l'impôt sur le revenu et des autres taxes de toute nature, à l'exception des cotisations de sécurité sociale et d'assurance maladie et des taxes scolaires prélevées sur les revenus de toute personne exerçant une activité industrielle ou commerciale dans la zone franche industrielle;
- d) exonération des taxes ou prélèvements à l'exportation sur les produits ou articles fabriqués dans la zone franche industrielle, qui sont exportés hors Antigua-et-Barbuda;
- e) exonération des taxes de toute nature sur le rapatriement des bénéfices réalisés dans la zone franche industrielle;
- f) exonération des taxes ou prélèvements perçus par l'État sur toute activité industrielle ou commerciale exercée dans la zone franche industrielle.

Afin d'obtenir une licence permettant d'exercer une activité dans la zone franche industrielle, il faut présenter au Commissaire une demande au moyen du formulaire requis. Le Commissaire soumet ensuite la demande à la Commission pour examen et approbation. Le Commissaire soumet ensuite la demande à la Commission pour examen et approbation.

La décision d'accorder une licence est fondée sur les considérations suivantes:

1. niveau d'investissement;
2. capacité de création d'emplois du projet;
3. capacité du projet de rapporter des devises;
4. adaptabilité de la technologie et possibilités de transfert;
5. impact sur l'environnement.

Le droit de licence, qui est compris entre 10 000 et 20 000 dollars EU, n'est pas fonction de la taille du projet.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des incitations à exploiter une entreprise dans la zone franche industrielle sont accordées aux investisseurs privés étrangers et locaux afin de faciliter le développement de certains secteurs, en particulier de certaines entreprises de fabrication et de services.

7. Montant unitaire de la subvention

Aucun renseignement statistique n'est disponible car la première licence accordée à une entreprise pour exercer des activités de fabrication dans la zone franche industrielle n'a été délivrée qu'au dernier trimestre de 2001. L'entreprise n'a pas amorcé ses activités.

8. Durée de la subvention

Le programme a été établi en 1994. Toutefois, la première licence accordée à une entreprise de fabrication pour opérer dans la zone franche industrielle n'a été délivrée qu'au dernier trimestre de 2001.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets du programme

- a) Comme indiqué plus haut, la première licence accordée à une entreprise pour exercer des activités de fabrication dans la zone franche industrielle n'a été délivrée qu'au dernier trimestre de 2001. L'entreprise n'a pas amorcé ses activités.
- b) Description des procédures internes nécessaires pour éliminer les subventions à l'exportation.

Antigua-et-Barbuda souhaite faire savoir que des modifications sont en cours dans ce domaine et qu'elles progresseront avant l'échéance de 2015.

LOI DE 1994 PORTANT CRÉATION DE LA ZONE

FRANCHE INDUSTRIELLE

TABLE DES MATIÈRES

Article

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.

3. Création de la Commission.
4. Sceau et procédure d'apposition du sceau sur les documents.
5. Acquisition de terrains pour la zone franche industrielle.
6. Désignation d'une zone franche industrielle.
7. Fonctions et pouvoirs de la Commission.
8. Composition et administration de la Commission.
9. Réunions et procédures de la Commission.
10. Nomination et fonctions du Commissaire.
11. Procédure de demande et d'octroi d'une licence.
12. Licences.
13. Non-approbation d'une activité illégale par la Commission.
14. Incitations offertes aux détenteurs de licence.
15. Conditions d'emploi dans la zone franche industrielle.
16. Respect de la loi ou du règlement par le détenteur de licence.
17. Protection de l'environnement.
18. Mouvement des marchandises entrant dans la zone franche industrielle et en sortant.
19. Établissement d'un bureau de douane dans la zone franche industrielle.
20. Imposition de redevances par la Commission.
21. Investissements.
22. Fonds de réserve.
23. Comptes et audit.
24. Loi et procédures judiciaires.
25. Protection du secret et non-divulcation de renseignements à des personnes non autorisées.
26. Rapport annuel.
27. Réglementation.

II. 2015

Conformément aux procédures énoncées dans la Décision du Conseil général, reproduite dans le document WT/L/691, Antigua-et-Barbuda présente la notification ci-après pour 2015 afin de permettre au Comité de procéder à son réexamen annuel du respect des prescriptions en matière de transparence et de statu quo énoncées dans la Décision.

Conformément aux procédures énoncées dans la Décision du Conseil général et en ce qui concerne les prescriptions en matière de notification de l'article 2 a), Antigua-et-Barbuda souhaite faire savoir qu'une nouvelle loi intitulée "Loi n° 17 de 2015 sur les zones économiques spéciales", publiée au Journal officiel volume XXXV n° 65 du 5 novembre 2015, a été adoptée.

Antigua-et-Barbuda souhaite rappeler que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, la présente notification ne préjuge pas de son statut juridique au titre du GATT de 1994 ou de l'Accord SMC, ni de ses effets au regard de celui-ci ni encore de la nature d'un programme ou d'une mesure; de plus, la notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas de leur nature pour ce qui est de savoir s'ils peuvent donner lieu ou non à une action.

PROGRAMME

Loi de 2015 sur les zones économiques spéciales

1. Description du programme

La Loi sur les zones économiques spéciales vise à attirer des investissements privés étrangers et locaux et des technologies dans les entreprises industrielles, commerciales et de services financiers.

2. Période sur laquelle porte la notification

1^{er} juillet 2014-30 juin 2015

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Servir d'instrument de développement économique pour favoriser la croissance de l'économie au moyen de mesures de soutien visant à attirer des investissements étrangers et nationaux et des technologies ciblés.

4. Fondement et législation

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement d'Antigua-et-Barbuda, car le pays continue de diversifier sa production et de réduire sa dépendance à l'égard du tourisme par la création de certaines entreprises industrielles, commerciales et de services financiers qui facilitent la participation des secteurs public et privé dans un cadre concurrentiel et attractif, en vue de favoriser le développement économique et la création d'emplois.

Législation

Loi n° 17 de 2015 sur les zones économiques spéciales.

5. Forme de la subvention

La Loi sur les zones économiques spéciales prévoit les mesures de soutien ci-après:

- 1) le Ministre peut déterminer et appliquer des mesures de soutien, y compris des programmes d'incitations à l'intention des entreprises en activité dans les zones économiques spéciales;

- 2) le Ministre peut, avec l'assentiment du Ministre de tout ministère concerné, élaborer et administrer les mesures de soutien ou les autres programmes de soutien nécessaires, y compris des programmes d'incitations, pour soutenir le développement et le fonctionnement de différentes catégories de zone économique spéciale.

Les entreprises privées ou publiques et les partenariats public-privé peuvent présenter au Ministre une demande, sous la forme et selon les modalités prévues par la réglementation, aux fins de la désignation d'une zone donnée en tant que zone économique spéciale:

- Dans sa demande, l'entité doit démontrer que la désignation en tant que zone économique spéciale contribuera à la réalisation des objectifs de développement industriel du gouvernement, et indiquer dans quelle mesure la désignation:
 - a) met en œuvre les dispositions de l'article 5 2);
 - b) est conforme aux politiques et lois nationales applicables; et
 - c) respecte les critères établis.
- Le requérant doit:
 - a) disposer de ressources financières et d'une expertise suffisantes pour développer, exploiter, gérer et administrer une zone économique spéciale;
 - b) présenter au Ministre une étude de faisabilité exhaustive;
 - c) indiquer dans quelle mesure il est propriétaire de la zone visée par la demande de désignation ou la contrôle; et
 - d) dans le cas d'un partenariat public-privé, présenter l'accord d'association afin de décrire la structure du capital en indiquant les actionnaires, les pourcentages de participation et les conditions relatives à la cession d'actions et à la répartition des actifs en cas de liquidation.
- Le Conseil consultatif est tenu d'examiner la demande et de présenter au Ministre une recommandation concernant la désignation de la zone en tant que zone économique spéciale.
- Le Conseil consultatif peut demander au requérant de fournir des renseignements et des documents additionnels aux fins de l'examen de la demande.
- Le Ministre peut, après avoir examiné la recommandation du Conseil consultatif et s'être assuré que la zone visée par la demande a la superficie requise et respecte tout autre critère prévu par tout règlement établi au titre de la présente loi, désigner la zone en tant que zone économique spéciale par un avis publié au Journal officiel, et délivrer au requérant une licence de zone économique spéciale.
- Une licence délivrée au titre du présent article inclut toutes les incitations et concessions accordées au titulaire de la licence et aux entreprises autorisées à exercer des activités dans la zone économique spéciale.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des incitations à exploiter une entreprise dans la zone économique spéciale sont accordées aux investisseurs privés étrangers et locaux, aux entités publiques et aux partenariats public-privé afin de faciliter le développement des entreprises industrielles, commerciales et de services financiers.

7. Montant unitaire de la subvention

Aucun renseignement statistique/donnée n'est disponible. En 2015, YIDA International Investment Antigua Limited a été la première entreprise, et la seule à ce jour, à laquelle le Ministre a délivré une licence en vertu des pouvoirs conférés par la Loi de 2015 sur les zones économiques spéciales (paragraphe 6) et 7) de l'article 23). YIDA n'a pas encore entrepris la construction de ses installations.

8. Durée de la subvention

Une licence délivrée reste valable tant que la Loi sur les zones économiques spéciales est en vigueur.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets du programme

Comme indiqué précédemment, aucun renseignement statistique n'est disponible du fait que la construction des installations de la première entreprise à laquelle une licence a été délivrée en vertu de la Loi n'a pas débuté.

LOI DE 2015 SUR LES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

TABLE DES MATIÈRES

Article

PARTIE I DÉFINITIONS, OBJECTIFS ET APPLICATION

1. Titre abrégé et entrée en vigueur
2. Interprétation
3. Objectifs
4. Application

PARTIE II ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES – RAISON D'ÊTRE, POLITIQUE ET STRATÉGIE

5. Raison d'être
6. Politique
7. Stratégie

PARTIE III CONSEIL CONSULTATIF DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

8. Création du Conseil consultatif
9. Mandat des membres du Conseil consultatif
10. Déchéance du mandat
11. Vacance au Conseil consultatif et désignation de membres remplaçants
12. Fonctions du Conseil consultatif
13. Obligations fiduciaires des membres du Conseil consultatif
14. Code de bonne conduite et divulgation des participations par les membres du Conseil consultatif
15. Réunions du Conseil consultatif
16. Adoption de résolutions du Conseil consultatif en dehors d'une réunion
17. Comités
18. Secrétariat
19. Dépenses, rémunération et indemnités versées aux membres du Conseil consultatif et des comités

PARTIE IV FINANCEMENT ET MESURES DE SOUTIEN

20. Fonds pour les zones économiques spéciales
21. Mesures de soutien
22. Protocole de mise en œuvre

PARTIE V DÉSIGNATION DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

- 23. Demande de désignation
- 24. Désignation
- 25. Création du Comité de gestion de la zone économique spéciale
- 26. Fonctions du Comité de gestion
- 27. Plan stratégique pour la zone économique spéciale
- 28. Plan opérationnel et financier pour la zone économique spéciale
- 29. Rapports et états financiers de la zone économique spéciale

PARTIE VI EXPLOITANT DE LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

- 30. Comité de gestion de la zone économique spéciale
- 31. Demande de licence d'exploitant de la zone économique spéciale
- 32. Formalités à remplir lors de la demande de licence d'exploitant
- 33. Permis d'exploitant de la zone économique spéciale
- 34. Cession des droits et obligations inhérents au permis d'exploitant
- 35. Demande d'établissement dans la zone économique spéciale

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 36. Lignes directrices
- 37. Règlements

III. 2016

Conformément aux procédures énoncées dans la Décision du Conseil général, reproduite dans le document WT/L/691, Antigua-et-Barbuda présente la notification ci-après pour 2016 afin de permettre au Comité de procéder à son réexamen annuel du respect des prescriptions en matière de transparence et de statu quo énoncées dans la Décision.

Conformément aux procédures énoncées dans la Décision du Conseil général, et en ce qui concerne les prescriptions en matière de notification de l'article 2 a), Antigua-et-Barbuda souhaite faire savoir qu'une nouvelle loi intitulée "Loi n° 17 de 2015 sur les zones économiques spéciales", publiée au Journal officiel volume XXXV n° 65 du 5 novembre 2015, a été adoptée.

Antigua-et-Barbuda souhaite rappeler que, conformément à l'article 25.7 de l'Accord SMC, la présente notification ne préjuge pas de son statut juridique au titre du GATT de 1994 ou de l'Accord SMC, ni de ses effets au regard de celui-ci ni encore de la nature d'un programme ou d'une mesure; de plus, la notification d'un programme ou d'une mesure ne préjuge pas de leur nature pour ce qui est de savoir s'ils peuvent donner lieu ou non à une action.

PROGRAMME

Loi de 2015 sur les zones économiques spéciales

1. Description du programme

La Loi sur les zones économiques spéciales vise à attirer des investissements privés étrangers et locaux et des technologies dans les entreprises industrielles, commerciales et de services financiers.

2. Période sur laquelle porte la notification

1^{er} juillet 2015-30 juin 2016

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Servir d'instrument de développement économique pour favoriser la croissance de l'économie au moyen de mesures de soutien visant à attirer des investissements étrangers et nationaux et des technologies ciblés.

4. Fondement et législation

Fondement

La promotion des investissements privés fait partie intégrante du plan de développement d'Antigua-et-Barbuda, car le pays continue de diversifier sa production et de réduire sa dépendance à l'égard du tourisme par la création de certaines entreprises industrielles, commerciales et de services financiers qui facilitent la participation des secteurs public et privé dans un cadre concurrentiel et attractif, en vue de favoriser le développement économique et la création d'emplois.

Législation

Loi n° 17 de 2015 sur les zones économiques spéciales.

5. Forme de la subvention

La Loi sur les zones économiques spéciales prévoit les mesures de soutien ci-après:

1) Le Ministre peut déterminer et appliquer des mesures de soutien, y compris des programmes d'incitations à l'intention des entreprises en activité dans les zones économiques spéciales;

2) le Ministre peut, avec l'assentiment du Ministre de tout ministère concerné, élaborer et administrer les mesures de soutien ou les autres programmes de soutien nécessaires, y compris des programmes d'incitations, pour soutenir le développement et le fonctionnement de différentes catégories de zone économique spéciale.

Les entreprises privées ou publiques et les partenariats public-privé peuvent présenter au Ministre une demande, sous la forme et selon les modalités prévues par la réglementation, aux fins de la désignation d'une zone donnée en tant que zone économique spéciale.

- Dans sa demande, l'entité doit démontrer que la désignation en tant que zone économique spéciale contribuera à la réalisation des objectifs de développement industriel du gouvernement, et indiquer dans quelle mesure la désignation:
 - a) met en œuvre les dispositions de l'article 5 2);
 - b) est conforme aux politiques et lois nationales applicables; et
 - c) respecte les critères établis.
- Le requérant doit:
 - a) disposer de ressources financières et d'une expertise suffisantes pour développer, exploiter, gérer et administrer une zone économique spéciale;
 - b) présenter au Ministre une étude de faisabilité exhaustive;
 - c) indiquer dans quelle mesure il est propriétaire de la zone visée par la demande de désignation ou la contrôle; et
 - d) dans le cas d'un partenariat public-privé, présenter l'accord d'association afin de décrire la structure du capital en indiquant les actionnaires, les pourcentages de participation et les conditions relatives à la cession d'actions et à la répartition des actifs en cas de liquidation.
- Le Conseil consultatif est tenu d'examiner la demande et de présenter au Ministre une recommandation concernant la désignation de la zone en tant que zone économique spéciale.
- Le Conseil consultatif peut demander au requérant de fournir des renseignements et des documents additionnels aux fins de l'examen de la demande.
- Le Ministre peut, après avoir examiné la recommandation du Conseil consultatif et s'être assuré que la zone visée par la demande a la superficie requise et respecte tout autre critère prévu par tout règlement établi au titre de la présente loi, désigner la zone en tant que zone économique spéciale par un avis publié au Journal officiel, et délivrer au requérant une licence de zone économique spéciale.
- Une licence délivrée au titre du présent article inclut toutes les incitations et concessions accordées au titulaire de la licence et aux entreprises autorisées à exercer des activités dans la zone économique spéciale.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des incitations à exploiter une entreprise dans la zone économique spéciale sont accordées aux investisseurs privés étrangers et locaux, aux entités publiques et aux partenariats public-privé afin de faciliter le développement des entreprises industrielles, commerciales et de services financiers.

7. Montant unitaire de la subvention

Aucun renseignement statistique/donnée n'est disponible. En 2015, YIDA International Investment Antigua Limited a été la première entreprise, et la seule à ce jour, à laquelle le Ministre a délivré

une licence en vertu des pouvoirs conférés par la Loi de 2015 sur les zones économiques spéciales (paragraphe 6) et 7) de l'article 23). YIDA n'a pas encore entrepris la construction de ses installations.

8. Durée de la subvention

Une licence délivrée reste valable tant que la Loi sur les zones économiques spéciales est en vigueur.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets du programme

Comme indiqué précédemment, aucun renseignement statistique n'est disponible du fait que la construction des installations de la première entreprise à laquelle une licence a été délivrée en vertu de la Loi n'a pas débuté.

LOI DE 2015 SUR LES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

TABLE DES MATIÈRES

Article

PARTIE I DÉFINITIONS, OBJECTIFS ET APPLICATION

1. Titre abrégé et entrée en vigueur
2. Interprétation
3. Objectifs
4. Application

PARTIE II ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES – RAISON D'ÊTRE, POLITIQUE ET STRATÉGIE

5. Raison d'être
6. Politique
7. Stratégie

PARTIE III CONSEIL CONSULTATIF DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

8. Création du Conseil consultatif
9. Mandat des membres du Conseil consultatif
10. Déchéance du mandat
11. Vacance au Conseil consultatif et désignation de membres remplaçants
12. Fonctions du Conseil consultatif
13. Obligations fiduciaires des membres du Conseil consultatif
14. Code de bonne conduite et divulgation des participations par les membres du Conseil consultatif
15. Réunions du Conseil consultatif
16. Adoption de résolutions du Conseil consultatif en dehors d'une réunion
17. Comités
18. Secrétariat
19. Dépenses, rémunération et indemnités versées aux membres du Conseil consultatif et des comités

PARTIE IV FINANCEMENT ET MESURES DE SOUTIEN

20. Fonds pour les zones économiques spéciales
21. Mesures de soutien
22. Protocole de mise en œuvre

PARTIE V DÉSIGNATION DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

- 23. Demande de désignation
- 24. Désignation
- 25. Création du Comité de gestion de la zone économique spéciale
- 26. Fonctions du Comité de gestion
- 27. Plan stratégique pour la zone économique spéciale
- 28. Plan opérationnel et financier pour la zone économique spéciale
- 29. Rapports et états financiers de la zone économique spéciale

PARTIE VI EXPLOITANT DE LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

- 30. Comité de gestion de la zone économique spéciale
- 31. Demande de licence d'exploitant de la zone économique spéciale
- 32. Formalités à remplir lors de la demande de licence d'exploitant
- 33. Permis d'exploitant de la zone économique spéciale
- 34. Cession des droits et obligations inhérents au permis d'exploitant
- 35. Demande d'établissement dans la zone économique spéciale

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 36. Lignes directrices
 - 37. Règlements
-